# Commission Commerce Extérieur, Développement durable, Emploi & Formation – session octobre 2015

19 octobre 2015 de admin_fdmes

Invité par la commission, **M. Pascal Lamy, Délégué interministériel pour la candidature de Paris pour l'exposition Universelle de 2025**, a sollicité les élus pour « *être une force de proposition active dans l'élaboration du cahier des charges de l'exposition Universelle 2025* ». Un questionnaire leur a été adressé à cet effet. Interrogé sur le Traité transatlantique (TAFTA), M. Lamy s'est déclaré partisan d'une approche très libérale tout en reconnaissant que certains points doivent être levés (OGM, protection des données, etc.). La commission a également reçu **Monsieur Dejean de la Batie, Conseiller de Nicolas Hulot, envoyé spécial du Président de la République pour la protection de la planète**, qui a proposé aux élus des français de l'étranger « *d'être des ambassadeurs de la France auprès de leurs pays de résidence pour promouvoir la croissance verte dans l'esprit de la COP 21*».

Jugeant insatisfaisantes insuffisantes les réponses de l'administration aux résolutions et motions déposées en mars 2015, la commission a reformulé deux résolutions et une motion afin de permettre :

- la participation des conseillers consulaires aux conseils économiques d'influence près des Ambassades, en donnant la possibilité aux conseillers de se porter eux-mêmes candidats à ces conseils ;

- la réinitialisation du processus d'évaluation du dispositif de soutien à l'emploi des français de l'étranger, suite à la constatation d'une inégalité de traitement entre les organismes ;

- la mise en place d'une évaluation, d'ici mars 2016, des efforts du Centre Charles Péguy de Londres pour facturer ses prestations aux entreprises

Autres résolutions proposées:

- la mise en place d'un guichet unique visant à mieux informer et à orienter les entreprises innovantes à l'exportation notamment les TPE, PME ;

- l'optimisation de la gestion du parc immobilier français à l'étranger dans une approche de développement durable et d'économie circulaire ;
- la reprise de la subvention accordée par le MAE à la CITIM (Canada) par le Ministère du travail ou de la jeunesse et des sports dans le cadre de la formation professionnelle afin de favoriser la mobilité et l'emploi des jeunes à l'étranger

*Anne Henry-Werner, conseillère AFE pour l'Allemagne, Autriche, Slovaquie, Slovénie, Suisse*